



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société BEAUTÉ, RECHERCHE ET INDUSTRIES de respecter les dispositions de l'article 4.4.7.c de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 novembre 1995 pour son installation de fabrication de cosmétiques et parfums de Lassigny

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation DR/B2/FB délivré le 24 juillet 1992 à la société B.R.I. (anciennement Yves Saint Laurent) pour l'exploitation d'installation de fabrication de produits cosmétiques sur le territoire de la commune de Lassigny ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation DRLPE/B2/YR délivré le 23 novembre 1995 à la société B.R.I. (anciennement Yves Saint Laurent) pour l'extension des activités d'entrepôt sur le territoire de la commune de Lassigny ;

Vu l'article 4.4.7.c de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/11/1995 susvisé qui dispose :

« L'exploitant dispose d'un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés.

Si nécessaire, l'exploitant met en place les réserves d'eau susceptibles d'alimenter le réseau d'eau incendie.

Ce réseau ainsi que, si nécessaire, la réserve d'eau de l'établissement, sont capables de fournir :

- le débit nécessaire pour alimenter, dès le début de l'incendie, les systèmes d'extinction automatique et les RIA ;*
- le débit nécessaire pour alimenter, à raison de 60 m³/h chacun, un nombre suffisant de bouches ou poteaux d'incendie. Le nombre de bouches ou poteaux d'incendie pour la défense de chaque bâtiment de stockage doit être au moins de 6 dont 2 capables de fournir un débit de 120 m³/h pendant 2 heures en simultané et situés à moins de 200 mètres, entre 400 et 600 m pour les 4 autres.*

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

Les installations devront faire l'objet d'une "réception" qui permettra de vérifier les débits, pressions, etc. » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 24 mai 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 21 avril 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant ne disposait pas d'un débit suffisant pour alimenter les poteaux incendie du site et en particulier pour fournir un débit de 120 m³/h pendant 2 heures en simultané sur deux poteaux incendie ;

Considérant que le réseau d'eau de ville est de 90 m³/h et qu'aucune réserve en eau supplémentaire sur le site ne permet d'alimenter le réseau d'eau d'incendie, l'exploitant ne dispose pas des réserves suffisantes pour permettre l'extinction d'un incendie sur son site ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.4.7.c de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 novembre 1995 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Beauté, Recherche et Industries de respecter les prescriptions de l'article 4.4.7.c de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

ARRÊTE

Article 1 - La société BEAUTÉ, RECHERCHE ET INDUSTRIES exploitant une installation de fabrication et stockage de produits cosmétiques située route de Noyon sur la commune de Lassigny est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.4.7.c de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 novembre 1995 en mettant en place une alimentation du réseau d'eau incendie suffisante pour répondre aux besoins en extinction et permettre un débit minimal de 120 m³/h sur deux poteaux d'incendie en simultané dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à la société BEAUTÉ, RECHERCHE ET INDUSTRIES et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Lassigny, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nord-Pas-de-Calais Picardie et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais le **22 JUIN 2016**

pour le Préfet
et par délégation
le Secrétaire Général



Blaise GOURTAY

Destinataires

Société BEAUTÉ, RECHERCHE ET INDUSTRIES

Monsieur le Sous-préfet de Compiègne

Monsieur le Maire de Lassigny

Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Nord-Pas-de-Calais-Picardie

Monsieur le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours